

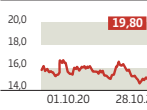
Economie & Finance

Covid: Novartis rejoint une étude

Le laboratoire zurichois Molecular Partners a reçu un soutien de poids pour développer un traitement contre le Covid-19, en concluant une collaboration avec Novartis.

ENVOIÉE

Molecular Partners, en francs



Source: SIX

FABIO REGAZZI Nouveau président de l'USAM

Le conseiller national PDC a été élu à la tête de l'Union suisse des arts et métiers (USAM, la fédération des PME) mercredi. Le Tessinois considère sa nomination en temps de pandémie comme un «défi important».



14 000 dollars

LE BITCOIN A APPROCHÉ MERCREDI LA BARRE DES 14 000 DOLLARS, À 13 864 DOLLARS, SOIT SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS JANVIER 2018.

Fin 2017, le cours de la cryptomonnaie avait atteint son record historique frôlant les 20 000 dollars, avant de s'effondrer.

SMI	9618,65	-2,72%	Dollar/franc	0,9098	↓
Euro/franc	1,0689	↑	Euro/dollar	1,1750	↓
Euro Stoxx 50	2963,54	-3,49%	Livre st./franc	1,1811	↓
FTSE 100	5582,80	-2,55%	Baril Brent/dollar	38,97	↓
			Once d'or/dollar	1881	↓

Les Etats-Unis bloquent l'élection à l'OMC

NOMINATION L'administration Trump, qui est déjà en froid avec l'OMC, a opposé son veto à l'élection de la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala pour le poste de directrice générale. Cette dernière a pourtant obtenu le plus large soutien auprès des 165 membres

RAM ETWAREEA
@rametwareea

Les Etats-Unis ne veulent pas de Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). A l'issue de six mois de consultations, elle aurait obtenu le plus large soutien des 165 membres, mais Dennis Shea, ambassadeur américain auprès de l'organisation, a fait savoir mercredi que son pays y opposait son veto. L'administration Trump a en effet fait comprendre ces dernières semaines qu'elle soutenait la candidature de l'autre finaliste, la ministre sud-coréenne du Commerce, Yoo Myung-hee.

A l'OMC, où toutes les décisions sont prises à l'unanimité, la posture américaine plonge l'institution dans une incertitude totale. A Washington, plusieurs sénateurs américains républicains sont allés ces derniers mois jusqu'à demander que les Etats-Unis quittent cette organisation sise à Genève.

Cavalier seul américain

Présidé par l'ambassadeur néo-zélandais David Walker, le comité chargé de choisir le successeur du Brésilien Roberto Azevêdo, démissionnaire un an avant la fin de son mandat, a informé mercredi le Conseil général de l'OMC - l'organe de décision - du choix en faveur de la Nigériane. «Vingt-sept délégations représentant un grand nombre de pays ont pris la parole et tous ont exprimé un soutien très fort au processus et au résultat, tout sauf un, les Etats-Unis», a annoncé Keith Rockwell, le porte-parole de l'organisation. Washington bloque déjà depuis plusieurs mois les nominations des juges du tribunal d'appel du système de règlement des différends, provoquant l'une des plus



Pour tenter de décrocher le poste de directrice générale de l'OMC, l'ancienne ministre nigériane Ngozi Okonjo-Iweala a notamment mobilisé les Etats africains. Elle s'est aussi appuyée sur son réseau international construit durant sa carrière à la Banque mondiale. Sans toutefois parvenir à convaincre les Etats-Unis. (FABRICE COFFRINI/AFIP)

graves crises institutionnelles de l'OMC.

Le scénario de blocage n'est toutefois pas une surprise. «Nous ne devons pas l'exclure, avait déclaré à Bloomberg l'Américain Rufus Yerxa, ancien haut cadre de l'OMC, qui dirige à présent le National Foreign Trade Council, une organisation patronale basée à Washington. Si tel est le

cas, nous trouverons une solution après les élections américaines du 3 novembre.» Un tel blocage n'est pas une première. En 1999, les deux finalistes - le Néo-Zélandais Mike Moore et le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi - n'avaient pas pu être départagés pour succéder à l'italien Renato Ruggiero. Au bout du compte, ils avaient scindé le mandat de

La posture américaine plonge l'institution basée à Genève dans une incertitude totale

quatre ans en deux périodes de deux ans.

Les jeux n'étaient effectivement pas encore faits à la fin de la semaine dernière. Les Etats-Unis, alliés historiques de la

Corée du Sud, avaient fait savoir leur préférence pour Yoo Myung-hee. L'Union européenne, l'autre force qui compte dans le choix, était divisée, de nombreux pays penchant en faveur de la candi-

date nigériane. Mais officiellement, Bruxelles s'est prononcée lundi en sa faveur au nom des relations historiques avec le continent africain. Adoubée par l'Union africaine (55 pays), Ngozi Okonjo-Iweala a aussi compté sur le soutien des autres pays en développement.

Considérée parmi les favoris dès le départ, la Nigériane a mené sa campagne tambour battant, mobilisant d'abord le continent africain derrière sa candidature et, ensuite, son réseau international construit durant sa longue carrière à la Banque mondiale. A présent, elle préside le conseil d'administration de l'Alliance du vaccin (Gavi). Elle fait également partie du groupe de travail de l'Organisation mondiale de la santé ainsi que de celui de l'Union africaine en matière de lutte contre le Covid-19.

«L'OMC reste les bras croisés»

Lors d'un récent entretien avec *Le Temps*, elle se disait navrée que l'OMC se trouve paralysée alors que le monde avait un besoin urgent d'une telle institution en cette période marquée par la pandémie de Covid-19. Selon elle, cette institution a un rôle important à jouer pour faciliter un accès mondial aux vaccins contre le coronavirus. «La santé des populations est aussi l'affaire de l'OMC, affirmait-elle. Tout en respectant scrupuleusement les règles de la propriété intellectuelle, elle peut donner des licences pour produire des médicaments en cas de pandémie.» Et d'ajouter: «Nous traversons une pandémie et l'OMC reste les bras croisés faute de directeur.»

Les membres de l'OMC se réuniront le 9 novembre à Genève pour prendre une décision sur la suite. ■

Le solaire devient l'électricité la moins chère de l'histoire

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE Selon l'Agence internationale de l'énergie, le courant photovoltaïque est désormais moins coûteux que le charbon ou le gaz. Pionnière dans cette technologie, la Suisse tente de rattraper son retard en capacité de production

ALINE BASSIN
@BassinAline

Cachée dans les annexes du rapport 2020 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'information n'a pas échappé aux observateurs attentifs: jamais encore une source d'électricité n'avait été aussi peu coûteuse que l'énergie solaire.

Selon les dernières estimations de l'organisation, publiées à la mi-octobre, le coût de revient de ce courant est descendu jusqu'à 2 centimes par kilowatt-heure. C'est bien moins que celui du charbon ou du gaz. Moins que toutes les sommes observées à ce jour dans l'histoire de l'énergie.

Les montants varient beaucoup en fonction de l'exposition des sites, mais

aussi des politiques publiques appliquées. Selon Martial Genolet, responsable de la ligne d'affaires du solaire chez Romande Energie, c'est par exemple au Portugal que des records sont actuellement établis. Des centrales y sont posées au sol pour des coûts qui se révèlent inférieurs au chiffre articulé par l'AIE.

Plus cher en Suisse

«Au niveau mondial, le coût de l'énergie solaire a chuté d'environ 90% ces dix dernières années, estime l'expert. En Suisse, la baisse est d'environ 75%. Aujourd'hui, il faut compter en tout cas 12 à 18 centimes le kWh pour une toiture sur une villa. Sur un bâtiment industriel, le montant peut descendre à 6 à 7 centimes, car il y aura des économies d'échelle.»

Le prix des panneaux photovoltaïques (PV) s'est effondré durant la dernière décennie. Le subventionnement massif de l'Allemagne et une politique de vente agressive de la part de la Chine l'ont tiré vers le bas. «Aujourd'hui, relève Lionel Perret, directeur associé du bureau d'ingénieur Planair et délégué suisse à l'AIE.

Le module PV ne représente plus que 10% du coût d'installation sur une toiture.»

En Suisse, les surfaces supérieures des bâtiments sont à l'heure actuelle le principal support des panneaux. D'autres pistes sont toutefois étudiées signale Martial Genolet: «Des projets sont actuellement menés, par exemple dans des vignes dans le sud de la France. Des panneaux spécifiques sont déployés sur les cultures. Ils permettent de les protéger quand l'ensoleillement est trop fort et produisent en parallèle de l'électricité. Avec le réchauffement climatique, c'est une voie très intéressante.» Des panneaux verticaux, par exemple chez des agriculteurs, représentent une alternative prometteuse.

Leader technologique, élève moyen

Ces dernières décennies, la Suisse a beaucoup contribué au développement du photovoltaïque. Elle a d'ailleurs tardé à en exploiter le potentiel. Selon un rapport publié en juillet par

la Fondation suisse pour l'énergie, elle pointe aujourd'hui à la septième place européenne de la production d'énergie solaire.

Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, il va falloir mettre les bouchées doubles. Plus précisément le multiplier par 20, selon Swissolar. D'après les calculs de l'organisation fiâtère de la branche, il faudra être à même de générer 50 gigawatts de courant solaire pour compenser le nucléaire et le fossile. Les capacités actuelles en assurent 2,5, satisfaisant un peu moins de 4% de la consommation suisse.

«Le gros problème, constate Roger Nordmann, président de Swissolar, ce sont toutes les solutions qui ne sont pas destinées à l'autoconsommation. Une initiative parlementaire est en traitement pour augmenter la rétribution unique versée aux propriétaires qui ne bénéficient pas de leur production.

Adoptée en septembre, la nouvelle loi sur le CO2 va également soutenir le photovoltaïque, «surtout en favorisant l'installation de pompes à chaleur dans les bâtiments», indique le conseiller national. C'est combinée avec des panneaux PV posés sur le toit que cette source d'énergie est la plus intéressante.»

Développer de nouveaux modèles

«Il faut aller plus loin et revoir toute la philosophie du système, complète l'ingénieur Lionel Perret. A l'heure actuelle, le consommateur paie le même prix, que son courant vienne de Pologne ou du toit de son voisin.» Certains experts travaillent déjà sur des modèles de tarification en fonction de la provenance géographique de l'électricité.

La révolution solaire n'a donc pas encore connu son épilogue. Une révolution qui profite aussi à l'économie: depuis le début de la pandémie, indique Lionel Perret, l'installateur vaudois Helion a reconverti plusieurs personnes dans la pose de modules photovoltaïques pour faire face à la demande. ■